

Du matériel médical en provenance de Chine arrive à Genève

Un Boeing 747 en provenance de Shanghai a livré hier une cargaison de matériel médical au bénéfice de 13 hôpitaux romands et tessinois et de quatre faitières de pharmaciens.



Ce sont quelque 2.5 millions de masques chirurgicaux (type IIR) et masques FFP2, 220'000 lunettes de protection, 10 millions de gants de protection et 1'100 thermomètres frontaux produits par l'entreprise d'Etat chinoise SinoPharm Group, qui font partie

Ce sont quelque 2.5 millions de masques chirurgicaux (type IIR) et masques FFP2, 220'000 lunettes de protection, 10 millions de gants de protection et 1'100 thermomètres frontaux produits par l'entreprise d'Etat chinoise SinoPharm Group, qui font partie de ce lot.

C'est une cargaison exceptionnelle, livrée par avion-cargo en provenance de Shanghai, qui s'est posée hier à Genève Aéroport, prête à être livrée en Suisse romande et au Tessin pour soulager les stocks des hôpitaux engagés sur le front du COVID-19. Ce sont quelque 2.5 millions de masques chirurgicaux (type IIR) et masques FFP2, 220'000 lunettes de protection, 10 millions de gants de protection et 1'100 thermomètres frontaux produits par l'entreprise d'Etat chinoise SinoPharm Group, qui font partie de ce lot, représentant une valeur totale de 3 millions de francs de matériel médical.

Les bénéficiaires de ce matériel médical sont : HUG-CHUV ; le Canton de Vaud ; le Canton du Valais ; l'Organe cantonal de conduite (OCC) de l'Etat de Fribourg ; le Réseau Hospitalier Neuchâtelois (RHNe) ; le Service de la santé publique du canton de Neuchâtel ; l'Hôpital du Jura ; la Fondazione Cardiocentro Ticino ; l'Ente Ospedaliero Cantonale (EOC) ; l'Association pharmaGenève ; la Société Vaudoise de Pharmacie (SVPH) ; la Société des Pharmaciens du Canton de Fribourg ; pharmaValais – la Société Valaisanne de Pharmacie ; la Société des Pharmaciens du Jura.

Task force de bénévoles

Alertés par le corps médical au début de la crise du COVID-19 et face à la pénurie de matériel de protection, il aura fallu 15 jours de travail intensif à une équipe de bénévoles, initiée par Vincent Subilia, directeur général de la CCIG et Christophe Weber, président romand de la CCSC pour mettre sur pieds l'opération « Matériel médical pour nos soignants ». La mise en contact des réseaux de soignants avec le secteur privé a permis de mieux identifier les besoins urgents en matériel sanitaire dans l'optique de trouver, ensemble, une solution d'approvisionnement accélérée offrant les garanties nécessaires compte tenu de la crise mondiale.

<http://www.agefi.com/home/entreprises/detail/edition/online/article/un-boeing-747-en-provenance-de-shanghai-a-livre-hier-une-cargaison-de-materiel-medical-au-benefice-de-13-hopitaux-romands-et-tessinois-et-de-quatre-faitieres-de-pharmaciens-495486.html>

« Cette opération citoyenne est née de la volonté de répondre aux cris d'alarme du corps médical, en actionnant nos leviers auprès de l'Ambassade de Chine en Suisse ; cette initiative privée est parvenue à fédérer de nombreux acteurs économiques romands, en un temps record, et à donner corps à un véritable élan de solidarité. Notre contribution est complémentaire aux démarches publiques ; l'urgence sanitaire dicte en effet une union sacrée et coordonnée de l'entier des acteurs de bonne volonté » confirme Vincent Subilia, directeur général de la CCIG.

Pour leur part, les Dr Didier Locca, cardiologue et Dr Jean-François Locca, pharmacien témoignent en ce sens : « Cette initiative est un appel à la solidarité porteuse d'un appel en force du réseau hospitalier et ambulatoire, qui ne l'oublions pas est constitué de l'ensemble des infirmiers, médecins, pharmaciens ainsi que de tous les soignants de première ligne. Tous étant réunis autour d'un même objectif, celui de tout mettre en œuvre pour garantir la sécurité et la santé de la population, ceci nécessitant également une protection sans faille des acteurs de la santé ».

De nombreux partenaires privés bénévoles se sont mobilisés pour traiter tous les paramètres du dossier, à commencer par le transport aérien, la logistique terrestre, les inspections et certifications, le paiement, les analyses juridiques, efforts qui aboutissent aujourd'hui avec l'arrivée de cette première livraison.

« Cette mission privée et citoyenne s'inscrit parfaitement dans l'esprit de solidarité qui règne en Suisse. Elle est aussi révélatrice d'un écosystème économique très fort et généreux qui a permis de déployer des moyens extraordinaires en si peu de temps. Dès les premiers jours, la Task force de professionnels, de tout bord, motivée par cette aventure hors du commun s'est efforcée d'appliquer des standards de qualité dans toutes ces actions et décisions afin de satisfaire au mieux les normes des structures hospitalières » explique Christophe Weber, président de la section romande de CCSC.

L'équipe demeure mobilisée, puisqu'une deuxième livraison de matériel médical doit intervenir dans le courant du mois d'avril.

Autres médias qui ont cité la CCIG :

Lac Tu de Genève

<https://lactudegeneve.ch/coronavirus-masques-chine/>

Meganoticias

<https://lactudegeneve.ch/coronavirus-masques-chine/>

Transports

Le secteur aérien suisse joue son avenir à Berne

La branche est clouée au sol par le coronavirus. Le Conseil fédéral planche sur un plan de sauvetage

Florent Quiquerez Berne

L'aviation suisse va-t-elle se relever de la crise économique engendrée par le coronavirus? La réponse dépendra des décisions que prendra le Conseil fédéral ces prochaines heures. «Un groupe de travail interne à l'Administration fédérale a été mis sur pied pour analyser le cas particulier des entreprises systémiques», expliquait le ministre des Finances, Ueli Maurer, la semaine passée. La *task force* est composée de membres de l'Office fédéral de l'aviation civile et de l'Administration fédérale des finances. Un plan de sauvetage devrait être annoncé ce mercredi ou jeudi.

L'affaire concerne Swiss, clouée au sol, mais aussi Easyjet, les aéroports du pays - dont la fréquentation s'est écroulée - ainsi que les sociétés qui gravitent autour du secteur. Selon la presse alémanique, pour survivre, l'infrastructure aéronautique aurait besoin de 3 à 5 milliards. Différents scénarios sont avancés: une participation de l'État au capital, un crédit transitoire ou une garantie de l'État.

Lettre au Conseil fédéral

Alors que la décision est imminente, 46 organisations et partis ont adressé ce mardi une lettre au gouvernement. Ils demandent au Conseil fédéral de lier ce plan de sauvetage à des objectifs notamment climatiques. «Lors de la crise financière en 2008, la politique a exigé des banques d'adapter leur modèle d'affaires, explique la sénatrice Lisa Mazzone (Verts/GE), coprésidente de la Coalition environnementale et santé pour un transport aérien responsable (CESAR), signataire de la missive. C'est maintenant l'occasion pour la politique d'accompagner l'aviation dans sa nécessaire transition vers la durabilité.»

Les auteurs rappellent à cet effet que l'aviation représente 19% de l'impact climatique. Ils exigent



Swiss, dont la majorité des appareils sont pour l'heure cloués sur le tarmac, doit faire face à des pertes massives, comme la plupart des sociétés actives dans le secteur aérien. KEYSTONE

«C'est l'occasion pour la politique d'accompagner l'aviation vers la durabilité»



Lisa Mazzone
Conseillère aux États (Verts/GE)

«On ne doit pas lier le sauvetage du secteur aérien à des conditions»



Christian Lüscher
Vice-président du PLR

notamment une réduction des émissions directement dans le secteur, et non à travers des systèmes de compensation externes, l'introduction d'un impôt sur le kérosène. Enfin, un soutien public devrait être accordé pour les trains de nuit, afin qu'ils puissent rivaliser avec les vols de courte distance.

Dans la foulée, les Verts ont aussi publié un papier de position

qui va dans le même sens. Intitulé, «Grounding: pas de redécollage sans de nouvelles règles du jeu», ce document insiste sur le fait que tout soutien financier à ce secteur «hautement polluant» ne doit être possible que si on le réoriente fondamentalement. Car «cela revient à demander à la collectivité d'assumer les risques d'un modèle d'affaires peu solide et peu éthique», conclut le Parti écologiste.

Cette démarche n'est pas du goût de Christian Lüscher (GE), vice-président du PLR. «Le secteur aérien est très important pour la Suisse et son économie. On ne doit pas lier son sauvetage à des conditions, quelles qu'elles soient. Nous parlons ici d'une aide d'urgence. Toutes les autres propositions qui ont trait à l'avenir du secteur doivent se faire plus tard, en suivant le cours des choses.»

Du côté d'Aérosuisse, la faitière de l'aéronautique, on explique que plusieurs discussions ont eu lieu en haut lieu. Ont-elles été houleuses, sachant que Simonetta Sommaruga, la conseillère fédérale chargée des transports, ne porte pas le secteur aérien dans son cœur? Le conseiller national Thomas Hurter (UDC/SH), président d'Aérosuisse, ne souhaite pas répondre directement à cette question. Mais il souligne

que le Conseil fédéral connaît «l'importance structurelle» de l'aviation pour la Suisse. «Aujourd'hui, le matériel médical vient par avion. Le secteur est primordial pour un pays hôte de plusieurs organisations internationales et qui vit de l'exportation.» Et de rappeler enfin que de très nombreux touristes viennent en Suisse par les airs.

Polémique à Genève

Au-delà des enjeux nationaux, cette affaire prend une tournure polémique à Genève. Plusieurs élus bourgeois ne comprennent pas que Lisa Mazzone mène la fronde dans ce dossier, tant l'aéroport est important pour Genève. «Je suis horrifié qu'une sénatrice genevoise propose des mesures qui nuisent à son canton et à son aéroport, tacle Christian Lüscher. Je crois que M^{me} Mazzone n'a pas encore revêtu son habit de sénatrice.»

L'élue écologiste reste sereine et rappelle que les Genevois ont accepté l'initiative pour un pilotage démocratique de l'aéroport, dont le message était notamment que Cointrin devait respecter davantage le climat et les riverains. «J'ai porté cette initiative qui a été adoptée deux semaines après mon élection. Mon engagement sur ces questions est connu de longue date.»